
L'État et l'international au prisme des vestiges du développement rural en Tanzanie

Marie-Aude Fouéré et Yonatan N. Gez



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/anthropodev/1727>

DOI : [10.4000/anthropodev.1727](https://doi.org/10.4000/anthropodev.1727)

ISSN : 2553-1719

Éditeur

Presses universitaires de Louvain

Édition imprimée

Date de publication : 25 octobre 2022

Pagination : 21-37

ISBN : 978-2-39061-270-4

ISSN : 2276-2019

Référence électronique

Marie-Aude Fouéré et Yonatan N. Gez, « L'État et l'international au prisme des vestiges du développement rural en Tanzanie », *Anthropologie & développement* [En ligne], 53 | 2022, mis en ligne le 25 avril 2023, consulté le 26 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/1727> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1727>



Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>



L'État et l'international au prisme des vestiges du développement rural en Tanzanie

Marie-Aude Fouéré*, Yonatan N. Gez**

En Tanzanie, dans les années 1970, la voie nationale de développement, l'*Ujamaa*, se construit sur une rhétorique patriotique d'autosuffisance qui rejette les interventions étrangères. Mbarika et Kipo, deux villages construits respectivement au début et à la fin des années 1960, incarnent ce changement. Alors que Mbarika est créé avant l'*Ujamaa*, en collaboration avec une agence de développement israélienne, Kipo naît du programme de villagisation de l'*Ujamaa* à la toute fin des années 1960. Malgré les ruines d'infrastructures apparemment similaires qu'elles ont laissées dans le paysage du village, ces deux interventions fondatrices induisent des rumeurs et des souvenirs différents. À Kipo, les habitants insistent sur la nostalgie des promesses non tenues et leur méfiance à l'égard des élites politiques nationales ; à Mbarika, les souvenirs du projet mené par Israël s'expriment à travers des rumeurs qui le présentent comme suspect et, pour certains, comme de l'exploitation néocoloniale. Fondé sur un travail ethnographique de terrain dans les deux villages, cet article s'inscrit dans le cadre d'une littérature croissante sur les *afterlives* tangibles et intangibles des interventions de développement.

In 1970s Tanzania, the *Ujamaa* national path for development was constructed around a patriotic rhetoric of self-reliance that rejected foreign interventions. Mbarika and Kipo, two villages built in the early and late 1960s respectively, embody this shift. While Mbarika was created before *Ujamaa*, in collaboration with an Israeli development agency, Kipo was part of the late 1960s *Ujamaa* villagisation program. Despite the apparently similarly shattered infrastructures they left on the village landscape, these two founding projects trigger different memories and rumours. In Kipo, the inhabitants emphasise a nostalgia for unfulfilled promises and a mistrust of the national political elite. In Mbarika, recollections of the Israel-led scheme are expressed through rumours that cast it as suspect, and for some as neo-colonial exploitation. Based on ethnographic fieldwork in both villages, this paper is part of a growing body of literature on the tangible and intangible afterlives of development interventions.

* École des hautes études en sciences sociales (EHESS) / Institut des mondes africains (IMAF) ; Institut français de recherche en Afrique (IFRA-Nairobi) / Afrique au Sud du Sahara (ASS) ; marie-aude.fouere@ehess.fr

** Institut des hautes études internationales du développement (IHEID) ; Institut universitaire de Lisbonne (ISCTE) ; yonatan.gez@graduateinstitute.ch

Introduction

En Tanzanie, le paysage est habité par des vestiges d'infrastructures construites lors de différentes interventions de développement dans les années 1960 et 1970. C'est le cas des villages de Mbarika et de Kipo. Des tuyaux d'irrigation asséchés serpentent dans des champs où ne poussent plus que du manioc et des haricots. Le réseau d'approvisionnement en eau est à sec et les cabanons qui abritaient autrefois les entrepôts à grains ou à engrais et les bureaux des agents de développement tombent en ruine. Ces traces tangibles d'un développement précaire et les répertoires discursifs qu'ils activent localement rappellent la fin du « rêve d'un monde idéal » (Coulson, 1982 : 140) promis à l'Indépendance. Elles résonnent avec la question que posent James Ferguson et Larry Lohmann dans leurs réflexions sur le développement : « En dehors d'échouer à aider les pauvres, que font les programmes d'aide ? »¹ (Ferguson et Lohmann, 1994 : 180). Sarcastique mais réaliste, cette question appelle à réfléchir aux « conséquences non anticipées » (Koch et Schulpen, 2018 ; Olivier de Sardan, 1995) d'actions menées dans l'intention d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires de l'aide, qui entraînent toujours des effets inattendus (Bierschenk *et al.*, 1993).

En effet, contrairement à l'absence de conscience historique qui marque le monde du développement (Copans, 2011), comme si « l'histoire [démarrait] avec le projet » (Gentil et Dufumier, 1984 : 25), une intervention donnée s'applique rarement dans des lieux n'ayant pas déjà été l'objet d'une intervention antérieure. Le développement s'est imposé partout, autant par de vastes programmes étatiques que par les actions d'opérateurs locaux ou internationaux. Tous laissent des traces matérielles dans les paysages et façonnent simultanément les pratiques et les représentations. Et lorsqu'un projet prend fin dans les limites temporelles qui lui ont initialement été fixées, les infrastructures mises en place et les pratiques et représentations qui ont été l'objet d'ingénierie sociale suivent leur cours propre, impossible à prévoir : elles sont réappropriées ou transformées, investies ou contournées, affectant ainsi à des degrés variables la vie politique, sociale et économique locale sur le temps long.

C'est cette durée qui s'étire au-delà des limites temporelles envisagées, avec son lot de changements imprévisibles, que désigne de façon pertinente le concept d'*afterlife* (ou, conscient de la pluralité des futurs, *afterlives*) (Rudnykyj et Schwittay, 2014 ; McKay, 2012 ; Schler et Gez, 2018 ; Gez, 2021). Celui-ci est utile pour réfléchir à la présence agissante des matérialités du développement dont la vie sociale continue à la fin d'un projet, même une fois celles-ci tombées en ruine. Il fait écho à la notion de *ruination* (Stoler, 2013) qui, désignant un processus et non un résultat, indique que les ruines ne sont jamais mortes et muettes, mais héritées et agissantes. Celles-ci suscitent regret et nostalgie, soulèvent espoirs et aspirations, ou amertume et désillusion (Lachenal et Mbodj-Pouye, 2014 ; Ferguson, 1999). Les matérialités peuvent aussi devenir des ressources puissantes négociées et mobilisées au niveau local pour peser dans les enjeux sociopolitiques et économiques, dans les luttes morales et mémorielles. Le temps linéaire et objectif, utilisé par les organisations de développement pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer leurs projets, et le temps

¹ Toutes les traductions de l'anglais vers le français sont des auteurs.

vécu et ressenti par les bénéficiaires – un temps pluriel où s’emboîtent différents passés, présents et futurs – coïncident ainsi bien mal (Lachenal et Mbodj-Pouye, 2014).

La littérature en sciences sociales sur les restes matériels des interventions de développement – qui concernent les pays du Nord mais encore plus ceux du Sud² – vise donc à s’émanciper des cadres de pensée et d’action que les organisations de développement utilisent pour leurs opérations sur le terrain. Ces organisations sont de toutes sortes : agences internationales, États, organisations non gouvernementales, associations et fondations humanitaires et caritatives, locales ou internationales. Il s’agit essentiellement de rompre avec l’unique alternative proposée par « le régime du développement » (Ludden, 1992), en tant que « techno-régime ayant son dispositif discursif » : celle des réussites et des échecs sur la base d’indicateurs de performance standardisés, quantifiés et inaptes à saisir la complexité des transformations induites et leurs retentissements dans la durée (Ferguson, 1990 et 1999 ; Ika et Hodgson, 2014 ; Li, 2005).

Cet article prend appui sur ce vaste champ de réflexions sur le développement pour réfléchir de manière nuancée à la question posée par Ferguson et Lohmann. Il s’agit de se demander si les interventions revendiquées par l’État national et celles perçues comme étrangères – et les vestiges que toutes laissent derrière elles – génèrent les mêmes investissements et les mêmes « diagnostics affectifs et esthétiques » (Lachenal et Mbodj-Pouye, 2014), ainsi que politiques et moraux, une fois achevés. La question importe dans un pays comme la Tanzanie où l’État-nation s’est construit historiquement sur l’opposition à l’international – même si dans la réalité cette opposition a été plus rhétorique que réelle – et a généré un patriotisme robuste et une méfiance envers l’étranger. Des imaginaires particuliers du développement (*maendeleo* en swahili) et de la modernité s’y sont historiquement élaborés, arrimés à la construction de la nouvelle nation socialiste (Ahearne, 2014 et 2016 ; Hunter, 2014 ; Schneider, 2007 et 2014).

L’étude croisée des cas villageois de Mbarika et de Kipo permet une approche comparative heuristique. Mbarika, situé dans le Nord de la Tanzanie sur les rives du lac Victoria, est ciblé par le premier plan quinquennal de développement mis en œuvre par la Tanzanie indépendante avant qu’elle n’adopte en 1967 la voie du socialisme africain (*Ujamaa* en swahili)³. Entre 1962 et 1966, le village accueille un programme d’intensification agricole appuyé sur l’irrigation et dirigé par des experts venus d’Israël. Quant à Kipo, créé en 1969 sur les berges du fleuve Rufiji dans le Sud du pays, il fait partie des tout premiers villages nés de l’*Ujamaa* et de la politique de villagisation. Les deux villages ont donc des trajectoires distinctes : Mbarika a connu son boom lors d’une courte période au sortir de l’Indépendance où le pays s’appuie sur l’aide internationale et modèle son développement en

² Né dans l’Europe industrielle du XIX^e siècle, le développement se redéploie dans les années 1940 dans les colonies européennes puis dans ledit « Tiers Monde » (Cowen et Shenton, 1995 ; Cooper et Packard, 1997).

³ Dérivé du terme swahili *jamaa*, à savoir la famille étendue, *Ujamaa* (traduit par « familialité » en français) renvoie à l’idée que la nation est une grande famille, avec ses rapports générationnels et hiérarchiques, mais aussi ses liens émotionnels et d’entraide. Voir notamment Martin (1988) et Fouéré (2015).

continuité avec les politiques coloniales modernistes et productivistes⁴ ; tandis que Kipo se développe au moment où la Tanzanie choisit de ne compter que sur ses propres forces en refusant le tout technologique et l'économie d'exportation. Toutefois, plus de cinquante ans après ces interventions de développement, les vestiges laissés ont-ils les mêmes effets discursifs et pratiques dans chacun de ces villages ? Les conceptions de l'État et de l'international, et les attentes entretenues à leur égard, sont-elles similaires ? Comment résonnent ces passés ambivalents, avec leurs réussites et leurs échecs, dans un présent caractérisé par le déclassé des populations rurales pauvres ?

Pour répondre à ces questions, nous proposons la notion d'« interventions fondatrices ». Elle permet de désigner des projets de développement ayant marqué de façon indélébile un territoire et une population malgré les interventions suivantes qui ont pu avoir lieu. À Mbarika et à Kipo, le projet israélo-tanzanien, pour le premier, et la villagisation, pour le second, restent des points de référence car ils offrent des clés pour comprendre les origines des sites et leur physionomie particulière : pourquoi le village est-il implanté en ce lieu ? Pourquoi y repère-t-on telle géographie, telle architecture, tel toponyme ? Que sont ces ruines, et que nous disent-elles ? Dans le cas de Mbarika, le fait que cette histoire fondatrice – quasi mythique – soit liée à l'international hante les mémoires. À Kipo, c'est le rôle de l'État national sous l'*Ujamaa* mais aussi celui du gouvernement actuel qui sont constamment scrutés.

L'article pose tout d'abord les jalons historiques de la formation des villages de Mbarika et de Kipo. Il présente ensuite les diagnostics affectifs et moraux qui sont aujourd'hui posés sur ces anciens efforts de développement en soulignant les différents registres de discours employés et les effets des matérialités maintenant en ruine, mais visibles et agissantes. Enfin, l'article montre combien ces diagnostics sur le passé, doublés d'attentes pour l'avenir, expriment une vision du politique du point de vue de la paysannerie tanzanienne déclassée. Marquée par la désillusion et le sentiment d'abandon, cette vision par le bas donne à voir, d'un côté, un État corrompu et prédateur mais parfois encore investi d'espoirs et, de l'autre, un international conçu de manière ambivalente comme une possible solution au retrait de l'État, mais aussi comme la figure de l'exploiteur néocolonial, parfois complice de l'État. Les données présentées sont issues d'enquêtes de terrain menées en 2013, 2015, 2016 et 2020⁵, complétées par des recherches dans les archives⁶.

⁴ De 1961 à 1967, les plans de développement sont préparés par des fonctionnaires britanniques expatriés et suivent les recommandations de la Banque mondiale (1961). Voir Havnevik (1993).

⁵ Des acteurs de différents statuts sociaux, genre et générations ont été consultés, allant du chef du gouvernement du village au petit fermier, dans le cadre d'entretiens formels ou de conversations informelles, menés en anglais, en swahili et en sukuma, avec ou sans traducteur, pendant des périodes de terrain répétées d'une à plusieurs semaines. Les visites commentées des anciens sites de développement ont été combinées à des observations participantes de débats entre villageois sur leur passé et sur la vie politique actuelle, d'interactions entre des agents du gouvernement et des villageois, et de pratiques agraires et de collecte d'eau quotidiennes.

⁶ Nous avons consulté les Archives de l'État d'Israël à Jérusalem. Les documents relatifs au projet à Mwanza consistent en 300 pages de correspondances internes et de rapports d'époque en hébreu et en anglais. Ce travail a été conduit en collaboration avec un projet du Fonds national pour la science en Israël mené par Lynn Schler du Centre d'études africaines à l'Université Ben Gourion du Néguev en Israël.

Le développement au village

À l'Indépendance du Tanganyika (Tanzanie à partir de 1964), le nouveau président, Julius K. Nyerere, hérite d'un « pays de paysans » (Nyerere, 1966 : 183). L'économie paysanne est dominée par la technologie de la houe manuelle, malgré des années de programmes de développement coloniaux visant à transformer les agriculteurs en agents de modernisation et à imposer la villagisation, le terrassement, les services vétérinaires et la commercialisation (Iliffe, 1971 ; Kjekshus, 1976 et 1977). La politique agricole définie dans le premier plan de développement s'inscrit dans le prolongement de la politique de développement coloniale soutenue par la Banque mondiale (1961) : il s'agit de favoriser les cultures commerciales et de façonner un « agriculteur progressif capable d'impulser le progrès de la communauté agricole dans son ensemble » (Dumont, 1969 : 11). Le *Village Settlement Scheme* est lancé en décembre 1962 pour stimuler la productivité agricole grâce à des charrettes, des tracteurs et des engrais, et en créant des villages là où, jusqu'alors, les gens vivaient en habitat dispersé (Moore, 1979). Cette phase de villagisation était considérée comme « une condition préalable pour l'introduction d'une technologie nouvelle et coûteuse financée par l'aide internationale » (Kjekshus, 1977 : 275).

En 1962, le gouvernement du Tanganyika fait appel aux services d'experts israéliens pour développer des projets pilotes d'agriculture autour du lac Victoria, à proximité de la ville de Mwanza. Trois villages sont créés : Mbarika, en 1962, puis Kalamera et Nyatwali l'année suivante. Ce projet, conduit par l'agence israélienne Agridev⁷, est novateur pour la région : il introduit des cultures nouvelles, telles que les oignons et certaines variétés de coton, utilise des machines de pointe pour la culture, l'irrigation et la fertilisation, et organise les communautés en coopératives agricoles. Le parti travailliste historique d'Israël, avec sa longue histoire d'expérimentation de communautés rurales collectivistes (*kibbutzim* et *moshavim* en hébreu), trouve en effet des alliés naturels dans les leaders africains de tendance socialiste (Schler et Gez, 2018). Entre la fin des années 1950 et le début des années 1970, Israël investit fortement en Afrique par des projets de construction, l'introduction de technologies agricoles, des coopératives et mouvements de jeunesse, et l'envoi de plus de 2 700 experts (Oded, 2018 ; Bar-Yosef, 2013 ; Yacobi, 2016).

Mbarika est considéré comme l'exemple le plus réussi de cette intervention appelée localement « le projet des Israéliens » (*mradi wa Waisraeli* en swahili). Au début, il implique 15 familles qui exploitent une ferme de 40 acres. En 1964, 50 familles travaillent à quelques 225 acres, en plus des 25 jeunes de la TANU⁸ qui cultivent 10 acres supplémentaires. Les rendements de Mbarika en 1962-1963 et 1963-1964 sont modestes, mais, en 1964-1965, le programme devient réellement viable : les villageois remboursent tous leurs frais, y compris les frais d'amortissement des machines agricoles. Cependant ce succès est fragile. Selon le

⁷ L'agence Agridev est créée au début des années 1960 en tant qu'instrument d'État pour le développement agricole sous l'égide du ministère israélien de l'Agriculture. Elle est privatisée au début des années 2000.

⁸ La Tanganyika African National Union (TANU) est le principal parti politique dans la lutte pour l'indépendance. Elle devient le parti unique du pays à l'Indépendance. La TANU Youth était l'organisation de jeunesse au sein de la TANU. Elle participe à la construction de la nation et aux efforts de développement. Voir Brennan (2006), Geiger (1996) et Lal (2010).

directeur d'Agridev, Amiram Sprintzak, « même Mbarika, considéré comme un succès, n'est pas suffisamment viable au regard des attentes du gouvernement tanzanien »⁹. La dépendance à l'égard des technologies de pointe implique des coûts considérables, tandis que l'orientation expérimentale du projet ne répond pas aux attentes du gouvernement tanzanien, qui souhaite des résultats rapides et solides.

En 1965, le gouvernement juge que le maintien de Mbarika est trop coûteux. Il ne renouvelle pas le contrat avec Agridev, qui expire en 1966. Selon Abel Jacob, un politiste qui évalue le projet peu après sa fin, « trop peu de temps a été accordé au projet pour qu'il réussisse » (Jacob, 1972 : 193). L'impatience tanzanienne et la critique des coûts du projet prennent place à un moment charnière qui dépasse les enjeux locaux. En effet, en 1966, la conception de la nouvelle voie de développement du pays, l'*Ujamaa*, est alors déjà presque aboutie. Nyerere, qui élabore l'*Ujamaa* dès 1962, le fait adopter comme programme de développement national par la Déclaration d'Arusha le 5 février 1967. Ce socialisme doit faire « progresser » le pays, c'est-à-dire faciliter le développement en tant qu'amélioration des conditions de vie et de l'économie, mais il doit aussi provoquer des transformations sociales et morales. L'*Ujamaa* est également un socialisme autogestionnaire puisqu'il s'accompagne d'un second mot d'ordre, celui de « compter sur ses propres forces », ou *Kujitegemea* en swahili (*self-reliance* en anglais). Dans ce cadre, les projets de développement menés par des experts étrangers, comme à Mbarika, ne sont plus les bienvenus.

La villagisation pour le développement

C'est le volet rural de l'*Ujamaa*, et plus particulièrement la politique de villagisation (*Ujamaa vijijini*, l'*Ujamaa* dans les villages), qui importe le plus car, en 1967, la population rurale représente 94 % de la population totale mais l'agriculture ne représente que 5 % du PNB. L'*Ujamaa* se fonde sur une « version pastorale de la démocratie socialiste » (Lal, 2015 : 8). Pour Nyerere, le village, c'est la communauté traditionnelle d'avant la colonisation, « une unité au sein de laquelle chaque individu était important et dans laquelle les biens étaient partagés sans que cela ne donne lieu à de trop grandes inégalités » (Nyerere, 1968 : 188-189). L'*Ujamaa vijijini* établit le regroupement des populations paysannes en villages, la collectivisation des terres et le travail collectif pour la production agricole. Il requiert la construction d'infrastructures économiques et sociales de première nécessité : eau potable, écoles, dispensaires et routes. Appliquée entre 1967 et 1976, cette « mise en ordre des campagnes » (Martin, 1988) est censée avoir un effet d'entraînement sur toute l'économie.

Kipo est un de ces anciens villages *Ujamaa*¹⁰. Il est situé dans la région du Rufiji, du nom du plus grand fleuve de Tanzanie. Sous le nom d'opération Rufiji, la villagisation est mise en œuvre dans cette région à partir de la fin de l'année 1968. Elle impose la relocalisation de populations qui vivaient jusqu'alors en hameaux dispersés sur la rive méridionale d'un

⁹ Israel National Archives, *International Cooperation: Tanzania*, ref. 2874/7 (vols. I-II) (traduit par Yonatan N. Gez).

¹⁰ Plusieurs études contemporaines de l'*Ujamaa* – notamment McHenry (1979), von Freyhold (1979) et Coulson (1982) – sont des lectures incontournables sur le fonctionnement des villages *Ujamaa*. Sur les mémoires collectives dans d'anciens villages *Ujamaa*, voir Askew (2008), Ahearne (2014) et Fouéré (2021).

fleuve caractérisé par ses crues, rendant les sols extrêmement fertiles et propices à une agriculture diversifiée depuis des siècles (Havnevik, 1993). Ces populations sont regroupées dans des villages nouvellement créés sur l'autre rive du Rufiji, que les crues n'affectent pas. Le gouvernement nyérériste insiste d'autant plus sur le caractère impérieux de l'opération Rufiji qu'il fait valoir l'urgence de mettre les habitants à l'abri du « fléau » des inondations (Duvail et Hamerlynck, 2007). La dernière crue, en décembre 1967, a duré plus de huit mois et causé de nombreux morts.

Établi en 1969, Kipo suivait les plans classiques d'un village *Ujamaa*. Des parcelles d'habitation (appelées *blocks*) mitoyennes et alignées, de même taille, placées de part et d'autre d'une large route carrossable, accueillait des maisons hexagonales construites sur un même plan (Lal, 2015). Les champs, privés ou communautaires, entouraient le village. Le centre du village regroupait le bureau du parti et quelques boutiques tandis qu'écoles, dispensaires et entrepôts étaient situés à la périphérie. Tout un réseau d'approvisionnement en eau potable avait été mis en place au début des années 1970. Donner accès à l'eau propre était en effet une priorité gouvernementale (Bender, 2008). Selon Nyerere, « [b]ien qu'un point d'accès à l'eau n'a rien de spectaculaire, il peut parfois être plus important, pour le progrès de la population [...], qu'un bâtiment imposant, ou qu'une usine » (Nyerere, 1973 : 320). À Kipo, des techniciens étaient venus de Dar es Salaam installer un réseau de canalisations approvisionnant des robinets publics alimentés en eau douce à partir du lac Zumbi tout proche par le moyen d'une pompe et d'un château d'eau. Les villageois avaient participé en transportant le matériel et en creusant les galeries pour enfouir les tuyaux.

Mais, dans le Rufiji, le regroupement sur les hautes berges du fleuve condamne la population à la seule culture du riz. À Kipo, cette culture commerciale génère initialement des revenus monétaires qui facilitent l'accès aux denrées disponibles en magasin. Toutefois, au début des années 1980, le déclin de l'économie nationale, la chute des prix des produits d'exportation, le retrait massif de l'État et un relâchement de l'autoritarisme – sans compter d'importantes vagues de sécheresse – dégradent la situation. Nombreux sont les villageois qui retournent à leurs anciens champs pour y pratiquer une agriculture variée associant riz, coton, noix de cajou et sésame principalement (Paul *et al.*, 2015). Les bénéfices de la politique de villagisation tanzanienne, qui a constitué, sur le continent africain, un des plus grands programmes de regroupement des populations rurales¹¹ – initialement volontaire puis obligatoire, forcé et violent, entre 1973 et 1976, en raison des résistances de la population (Hyden, 1980) –, ont donc été mitigés. Certes, l'État a investi massivement, effectuant « d'importantes dépenses pour des incitations matérielles » afin d'amortir le coût de « l'installation des paysans dans le village » (Kjekshus, 1977 : 279), mais l'*Ujamaa vijijini* était de trop grande ampleur pour un gouvernement aux ressources limitées, ayant une bureaucratie d'État trop faible qui, dans certains cas, détournait les ressources (Finucane, 1974 ; Hyden, 1975 et 1980).

¹¹ En 1979, près de 14 millions de Tanzaniens, soit 91 % de la population, habitent dans des villages *Ujamaa* (McHenry, 1979).

Ruines bavardes, ruines utiles

Mbarika et Kipo sont situés loin des grands centres urbains de Tanzanie¹². Ils sont desservis par des pistes en terre très détériorées lors des grandes pluies. Ils rassemblent aujourd'hui quelques 3 000 à 4 000 habitants dans des maisons en terre et au toit de chaume principalement, parfois en dur, qui gravitent autour d'un centre névralgique avec des magasins, le bureau du gouvernement du village et des bâtiments religieux – église ou mosquée. Les services y sont très limités : ainsi, Kipo n'est pas électrifié, n'a pas l'eau courante et possède un dispensaire vide construit sur les économies des villageois. Une haute antenne-relais pour la téléphonie mobile y est toutefois installée en 2016. L'économie de Mbarika et Kipo, malgré leur localisation très différente, est essentiellement fondée sur la complémentarité de la pêche et de l'agriculture.

Les deux villages portent aujourd'hui manifestement les traces matérielles des anciennes interventions dont ils ont été l'objet. À Mbarika, ce sont essentiellement les vestiges de l'ancien site de production agricole irrigué israélo-tanzanien qui, situés en périphérie du village, sont très visibles. Tout le long de ce vaste champ en pente largement dénudé, à part quelques arbustes et de petites plantations de maïs et de légumineuses, l'on peut voir les restes du système d'irrigation : des tuyaux cassés et rouillés, avec leurs robinets rotatifs, affleurent à la surface (photo 1). Ils rejoignent deux stations de pompage en ruine situées en bordure du lac qui conduisaient autrefois l'eau du lac Victoria vers le champ. À Kipo, les vestiges de l'opération Rufiji sont à première vue moins imposants. Les limites des parcelles d'habitation du temps de l'*Ujamaa* et celles du village, marquées par des bornes en béton, se repèrent mal. Et le réseau d'approvisionnement en eau potable ne fonctionne plus depuis le milieu des années 1990. On ne voit plus aujourd'hui que des robinets en cuivre vétustes et parfois quelques tuyaux d'eau abîmés. Le château d'eau est abandonné et la station de pompage, sur les rives du lac Zumbi, n'abrite plus qu'une tuyauterie détériorée (photo 2).

Ces vestiges d'interventions de développement passées génèrent des diagnostics variés selon les positions des interlocuteurs, les informations plus ou moins complètes auxquelles ils ont pu avoir accès et les enjeux du présent. Les plus anciens, témoins directs de ces interventions, en font des bilans parfois nostalgiques, parfois amers. Un ancien de Mbarika, directement impliqué dans le projet comme travailleur agricole, souligne ainsi que « les cultures étaient si hautes et denses que la moisson nous a pris énormément de temps [...] et les plantations d'arachides ont également tellement produit que nous n'avons pas pu tout récolter ». Il clôt en regrettant ces temps heureux : « S'ils [les experts israéliens] étaient restés ne serait-ce que dix ans, nous aurions pu vraiment aller loin en termes de développement ». À Kipo, Salma, une septuagénaire, se souvient avec nostalgie des années 1970 comme d'un âge d'abondance maintenant disparu : « On avait l'eau, des magasins, des moulins électriques pour moudre le maïs, on avait des toilettes ; alors qu'avant on prenait

¹² Mbarika se trouve à environ 100 kilomètres au sud-ouest de Mwanza, la grande ville tanzanienne du lac Victoria, ce qui correspond à 2h30 de route en voiture. Kipo est situé à 200 km de la capitale économique, Dar es Salaam, soit 3 à 4 heures de route.

notre houe et on allait dans la brousse ! » Entre eux, les villageois évoquent les interventions du développement passées en mobilisant dans leurs discours les vestiges encore visibles. Ainsi, à Kipo, les restes des anciens robinets activent des commentaires rappelant non seulement que la promesse nyérériste d'assurer l'accès à l'eau propre n'a pas été tenue, mais aussi que son corollaire a échoué, à savoir améliorer les conditions de vie et libérer les femmes et les enfants des tâches les plus dures (Lal, 2010). L'eau trouble et salée tirée de puits creusés dans les années 1990 ne tient pas la comparaison face à l'eau propre et potable que délivraient les robinets des années 1970. À Mbarika également, les constats sont souvent amers. Georges, un villageois de 68 ans, commente ainsi le départ des experts israéliens : « Nous n'avons hérité de rien [...], seulement des entrepôts et des petites maisons qu'ils nous ont laissés. Même les machines qu'ils ont laissées ont été détruites à leur départ. »



Photo 1 : Tuyau vétuste du site de Mbarika affleurant à la surface et relié à une station de pompage sur les berges du lac Victoria (Fouéré, 2020)



Photo 2 : Ancienne station de pompage abandonnée du village Ujamaa de Kipo d'où la pompe à eau détériorée a été retirée (Fouéré, 2016)

Les vestiges appellent aussi d'autres registres de discours : ils génèrent un ensemble d'histoires et de rumeurs qui viennent combler le manque d'informations sur le projet pour lui attribuer un sens localement ou expliquer des inégalités dans l'accès aux ressources. Ainsi, à Mbarika, les rumeurs vont bon train sur la supposée raison réelle de la présence israélienne. Selon un interlocuteur : « Ce que je sais c'est qu'ils [les experts israéliens] avaient en fait deux choses à l'esprit : l'agriculture et la recherche d'or. » L'histoire finit mal, puisqu'à leur départ, les experts auraient intentionnellement intoxiqué les sols afin d'empêcher quiconque d'en user : « Ils ont décidé d'empoisonner la terre, pour qu'aucun d'entre nous ne puisse en bénéficier. » Cet on-dit sert localement à expliquer pourquoi il existe une extraction minière artisanale partout dans la région – connue pour ses grands sites miniers en or et pierres précieuses –, sauf à Mbarika. Qu'il génère nostalgie, amertume ou rumeurs, le projet israélien reste le principal référent historique pour interpréter le passé villageois et évaluer les interventions de développement qui lui ont succédé, de telle sorte qu'il est, pour les habitants de Mbarika, l'intervention fondatrice ayant laissé une trace indélébile dans les imaginaires et les attentes du développement.

Enfin, les ruines de la villagisation sont des ressources tangibles et discursives que les villageois utilisent pour faire valoir des droits et des usages mais aussi des statuts et des réputations (Fouéré, 2021). Si, à Kipo, l'aménagement du village du temps de l'*Ujamaa* paraît importer peu au quotidien, les traces qu'il en reste dans l'espace physique peuvent néanmoins être réactivées au moment opportun. Ainsi, lorsqu'il y a vente ou héritage de terres, ou lors de conflits fonciers, les périmètres et les emplacements exacts des *blocks* tels

qu'ils furent tracés à l'*Ujamaa* doivent être retrouvés. Les villageois recherchent alors les marquages physiques, principalement des plantes, qui avaient été placés aux quatre coins des parcelles pour les délimiter. Les anciennes voies quadrillant le village, malgré les modifications importantes de leur tracé, permettent parfois aussi de retrouver les frontières des parcelles. Les vestiges de l'*Ujamaa* peuvent également servir d'indicateurs d'une plus ou moins grande ancienneté au village et, de façon concomitante, d'un statut plus ou moins élevé dans les hiérarchies locales. Ainsi, les membres d'une famille font usage de leur statut de premiers arrivants pour asseoir leur respectabilité : ils rappellent fréquemment qu'ils habitent la toute première parcelle d'habitation, dite *block 1*, tracée par les géomètres de l'*Ujamaa*. Les vestiges de la villagisation deviennent ainsi une ressource tangible dans les luttes locales ayant pour enjeu la position sociale et l'autorité entre familles.

Mérites et démérites de l'État et de l'international

Ces percées empiriques au plus près du terrain, à hauteur d'hommes et de femmes, ne laissent pas seulement entrevoir combien les *afterlives* du développement sont pris dans les mailles d'enjeux proprement locaux. Elles révèlent également les manières différentes qu'ont les villageois de se rapporter à l'État national et aux acteurs internationaux et de concevoir la valeur et la légitimité de leurs actions. Autrement dit, si un regard de surplomb peut donner l'impression que, localement, un projet raté équivaut à un projet raté, des espoirs déçus à des espoirs déçus, des ruines à des ruines, une ethnographie fine met en lumière que rien n'est moins vrai. C'est moins sur la base d'un diagnostic objectif sur les réussites et les échecs qu'à partir de critères – tels que la légitimité à intervenir, l'intention qui préside à l'intervention ou encore la proximité sociale et culturelle des acteurs en présence, ainsi que le poids de l'imaginaire national construit au sortir de la colonisation – que s'opère à l'échelle du village l'évaluation différenciée de l'État et de l'international. La manière dont ces critères sont appliqués varie dans le temps, comme nous allons le voir, de telle sorte que les bilans faits aujourd'hui des interventions passées appliquent des grilles de lecture qui puisent autant dans le passé que dans le présent des asymétries globales entre le Nord et le Sud.

À Mbarika, la nostalgie des récoltes abondantes et d'un enrichissement général s'accompagne de rappels plus sombres sur les relations entre les experts israéliens et les participants au projet. Les experts sont décrits comme des travailleurs acharnés qui débutaient leur journée de travail avant l'aube et ne s'arrêtaient que tard. Plutôt que rentrer à pied pour le déjeuner, ils véhiculaient les paysans chez eux et les ramenaient ensuite aux champs. Cette éthique du travail acharné suscitait certes l'admiration, d'un côté, mais elle pouvait porter préjudice aux paysans, de l'autre, dont les experts attendaient un engagement total et qui imposaient pour cela des sanctions. À l'époque, certains participants se sont plaints de mauvais traitements auprès du représentant du gouvernement. Aujourd'hui, les bilans rétrospectifs de ces relations de travail s'énoncent parfois dans le registre du néo-colonialisme. L'interlocuteur le plus critique, George, affirme que les experts israéliens se sont accaparés les terres du site sans compenser quiconque et ont traité les travailleurs « comme des esclaves ». Par ailleurs, le fait que les technologies introduites n'ont pas

survécu est saisi comme le signe que les étrangers n'avaient pas à cœur les intérêts de la population : « C'était la politique du capitalisme. » Un tel diagnostic, qui puise dans le référent esclavagiste et colonial pour interpréter les rapports de travail, s'alimente également de la distance physique, sociale et émotionnelle entre les experts et les paysans tanzaniens. Les experts étaient venus avec leurs interprètes ; ils résidaient, certains avec leur famille, à Mwanza ; et ils ne se sont mélangés socialement avec les paysans qu'à de rares occasions, sans créer de proximité réelle. Ajoutées aux rumeurs sur l'intention de piller l'or et sur l'empoisonnement des sols, ces évaluations entre histoire et mémoire dressent un portrait au vitriol des experts israéliens.

Il n'est pas anodin que la Déclaration d'Arusha soit citée par plusieurs interlocuteurs comme le tournant de la dénonciation des interventions étrangères en général. L'*Ujamaa* s'est déployé dans les discours, les politiques publiques, les pratiques (via l'école, les médias et le quadrillage du parti unique), affirmant que le gouvernement national était le seul pilote à bord. Le programme a non seulement généré des attentes immenses – annonçant une révolution sociale, la transformation des rapports de genre et de génération et la sortie de la dépendance de l'international –, mais il a aussi instillé un fort sentiment d'appartenance à la nouvelle nation en construction (Lal, 2015 ; Bjerk, 2015). Malgré la résistance des populations à l'emprise de l'État sur leurs modes de vie et leur sentiment d'allégeance, voire leur dissidence (Hyden, 1980 ; Maddox et Giblin, 2005), l'État reste aujourd'hui perçu comme l'acteur le plus légitime à intervenir dans la vie des Tanzaniens. En regard, la revendication de l'autosuffisance et l'anticolonialisme reconverti en anti-néocolonialisme ont invisibilisé l'implication des acteurs externes représentant l'Occident, comme la Banque mondiale ; sachant toutefois que, dans les pratiques, l'aide au développement de l'Occident s'est poursuivie (Bjerk, 2011). Les pays sociaux-démocrates, socialistes ou communistes, notamment la Scandinavie et la Chine, furent également très actifs pendant toute la période *Ujamaa* (Simensen, 2010 ; Monson, 2009).

C'est à la lumière de l'*Ujamaa* comme « régime de développement » qu'il convient de comprendre les discours anti-étrangers et le patriotisme robuste qui s'entendent aujourd'hui à Mbarika. Le fait que le projet se termine à une époque de tensions politiques accrues entre Israël et ses voisins, qui aboutissent aux guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, intensifie au même moment la rhétorique anti-israélienne en Tanzanie comme dans d'autres pays africains (Oded, 2018 : 226). La rumeur selon laquelle les experts israéliens étaient en fait des espions renvoyés par le gouvernement tanzanien après la découverte de leur vraie identité fait écho à cette relecture de l'aide israélienne comme une forme d'exploitation par l'international. Celle-ci est passée au filtre du discours de l'*Ujamaa*, revisité à l'aune des asymétries globales actuelles entre le Nord et le Sud ; les vestiges du projet d'irrigation devenant le signe du manque d'engagement et de l'exploitation par l'international.

À Kipo, où l'intervention fondatrice que fut l'*Ujamaa* n'est pas le fait de l'international mais de l'État tanzanien, les villageois affichent ouvertement leur déception face aux échecs de l'opération Rufiji et leur méfiance à l'égard des élites politiques actuelles. Ainsi, les robinets ne réactivent pas uniquement des souvenirs et des imaginaires liés à l'approvisionnement en eau. Ils soutiennent des commentaires plus généraux qui, prenant

appui sur d'autres lieux caractéristiques des années de l'*Ujamaa* qui périssent, telle l'école, ou qui n'ont jamais vu le jour, comme la clinique¹³, soulignent le déclassé social et la relégation économique des populations du Rufiji causés par le retrait de l'État. « Tu vois, autrefois, derrière l'école, nous avions des goyaviers, des orangers ! Aujourd'hui nous n'avons plus que quelques anacardiés dont l'État nous achète les noix à un prix de voleur », commente Ali, alors que nous revenons des entrepôts où sont stockées les noix de cajou du village. Les choses et les lieux associés à la période de l'*Ujamaa* sont donc saisis par les habitants comme un réseau de traces qui renvoient aux conditions d'expérience présentes. Les rapports entre l'État et les citoyens tels qu'ils furent pensés dans l'*Ujamaa* et vécus par les populations dans les années 1970, lorsque les autorités publiques avaient pour devoir de développer le territoire par la redistribution et la modernisation, servent d'étalon de mesure pour exprimer les frustrations mais aussi les aspirations d'aujourd'hui (Fouéré, 2015). Ils alimentent la méfiance envers l'État – dont il reste attendu qu'il soit responsable du bien-être des citoyens – et envers ses élites jugées corrompues et incapables d'apporter le développement souhaité.

Conclusion

L'histoire du développement dans les villages de Mbarika et Kipo nous ramène à l'époque d'avant les approches participatives, aujourd'hui omniprésentes en principe, bien que limitées en pratique (White, 1996 ; Chambers, 1983). Les décisions du haut vers le bas qui étaient standard dans les années 1960 et 1970 – aussi appliquées en Tanzanie (Havnevik, 1993) – privaient les populations d'informations fondamentales et d'une implication choisie et active. Ces lacunes se manifestent jusqu'à aujourd'hui dans les efforts locaux pour donner sens aux vestiges matériels et aux héritages idéels des projets passés. En ce sens, et vu la multitude d'interventions successives ensuite menées dans un même lieu, l'engagement avec le passé est particulièrement important dans le cas des « interventions fondatrices », qui fonctionnent comme un point central de référence et un aimant pour la mémoire. Dans ses objectifs formels, le projet de Mbarika, pourtant mis en place avant l'*Ujamaa*, a beaucoup en commun avec la villagisation à Kipo, malgré leur vision agricole différente. Les infrastructures mises en place sont non seulement similaires, mais elles ont laissé dans le paysage des vestiges qui donnent à Mbarika et à Kipo une même physionomie de l'abandon. Toutefois les héritages mémoriels de ces deux interventions diffèrent quand il s'agit de rendre un diagnostic sur leurs acteurs. À Mbarika, la fin du projet correspond à l'entrée en vigueur de l'*Ujamaa* et à l'appel à s'émanciper de l'aide étrangère, considérée comme capitaliste et néocoloniale. C'est l'origine étrangère des experts qui supervisaient le projet de Mbarika, plus que les efforts ou les réussites, qui ressort dans les énoncés d'aujourd'hui, au point que ces experts sont soupçonnés par certains de sabotage ou d'espionnage. À Kipo, au contraire, aucune rumeur ne circule sur les motivations supposément néfastes des agents de l'*Ujamaa*, malgré la mémoire des pratiques coercitives de la villagisation. L'installation de l'approvisionnement en eau est ainsi remémorée comme un effort honnête du

¹³ Sur la mémoire des services de santé en Tanzanie, voir Kamat (2008).

gouvernement nyérériste, et son échec attribué aux gouvernements qui lui ont succédé, aux mains d'une élite politicienne toujours plus corrompue et prédatrice.

Dans les faits, le projet de Mbarika n'était pas complètement « étranger » ni la villagisation de Kipo entièrement « nationale ». Les interventions de développement sont largement élaborées comme des coopérations entre acteurs étatiques et acteurs internationaux impliqués à différents niveaux. Ainsi, le gouvernement tanzanien était responsable en grande partie de Mbarika et de ses deux autres interventions sœurs dans la région du lac Victoria. C'est lui qui a passé contrat avec les Israéliens et prenait en charge la grande majorité des coûts du projet. Il a même fait don de la terre – ce dont les experts israéliens se lamentaient dans leurs correspondances internes en raison de la salinisation des sols. La sélection des travailleurs était facilitée par les fonctionnaires étatiques et non du seul ressort des experts. À Kipo – et dans le cas de tous les villages *Ujamaa* –, la villagisation est établie dans la mémoire collective comme une initiative strictement tanzanienne, malgré divers soutiens internationaux au budget de la nation. Il est fort probable que la couche idéologique de l'*Ujamaa*, avec son régime de développement particulier, façonne toujours les réinterprétations présentes du passé, ou tout du moins y contribue de façon sous-jacente. Elle fait des vestiges du projet de Mbarika les signes de la prédation par l'international, et des ruines de l'*Ujamaa*, à Kipo, l'incarnation des échecs d'un État dont il est pourtant attendu – ou tout du moins espéré – qu'il reste l'acteur légitime de l'effort de développement national.

Bibliographie

- Ahearne R.M., 2014, « 'Le développement ? C'est du passé'. Une lecture historique des récits du progrès dans la Tanzanie du Sud », *Politique africaine*, n° 135, pp. 23-46.
- Ahearne R.M., 2016, « Development and progress as historical phenomenon in Tanzania: *Maendeleo?* We had that in the past », *African Studies Review*, n° 59(1), pp. 77-96.
- Askew K., 2008, « Les villages tanzaniens ujamaa 40 ans plus tard. Moralisation et commémoration du collectivisme », *Anthropologie et sociétés*, n° 32(1-2), pp. 103-132.
- Banque mondiale, 1961, *The Economic Development of Tanganyika*, Johns Hopkins Press, Washington DC.
- Bar-Yosef E., 2013, *A Villa in the Jungle: Africa in Israeli Culture*, Jerusalem, Van Leer Jerusalem Institute and Hakibbutz Hameuchad.
- Bender M.V., 2008, « 'For More and Better Water, Choose Pipes!' Building Water and the Nation on Kilimanjaro, 1961-1985 », *Journal of Southern African Studies*, n° 34(4), pp. 841-859.
- Bierschenk T., Elwert G., Kohnert D., 1993, « The Long-Term Effects of Development Aid: Empirical Studies in Rural West Africa », *Economics, Biannual Journal of the Institute for Scientific Cooperation*, n° 47, pp. 83-111.
- Bjerk P., 2011, « Postcolonial Realism: Tanganyika's Foreign Policy Under Nyerere, 1960-1963 », *The International Journal of African Historical Studies*, n° 44(2), pp. 215-247.
- Bjerk P., 2015, *Building a Peaceful Nation: Julius Nyerere and the Establishment of Sovereignty in Tanzania, 1960-1964*, Rochester, NY, University of Rochester Press.

- Brennan J.R., 2006, « Blood Enemies: Exploitation and Urban Citizenship in the Nationalist Political Thought of Tanzania, 1958-1975 », *Journal of African History*, n° 47(3), pp. 389-413.
- Chambers R., 1983, *Rural Development: Putting the Last First*, Harlow, Longman Scientific & Technical.
- Cooper F., Packard R. (eds.), 1997, *International development and the social sciences: Essays on the history and politics of knowledge*, Berkeley CA, University of California Press.
- Copans J., 2011, *Usages du développement : mémoires, politiques et sciences sociales*, n° 202-203, Éditions de l'EHESS.
- Coulson A., 1982, *Tanzania : A Political Economy*, Oxford, Clarendon Press.
- Cowen M., Shenton R., 1995, « The Invention of Development », in J. Crush (ed.), *Power of Development*, London and New York, Routledge, pp. 27-43.
- Dumont R., 1969, *Tanzanian Agriculture after the Arusha Declaration*, Dar es Salaam, Ministry of Economic Affairs and Development Planning.
- Duvail S., Hamerlynck O., 2007, « The Rufiji River Flood: Plague or Blessing? », *International Journal of Biometeorology*, n° 52, pp. 33-42.
- Ferguson J., 1990, *The Anti-Politics Machine. 'Development', Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Minneapolis MN, London UK, University of Minnesota Press.
- Ferguson J., 1999, *Expectations of Modernity: Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*, Berkeley CA, Los Angeles CA, London UK, University of California Press.
- Ferguson J., Lohmann L., 1994, « The Anti-Politics Machine: 'Development' and Bureaucratic Power in Lesotho », *The Ecologist*, n° 24(5), pp. 176-181.
- Finucane J.R., 1974, *Rural Development and Bureaucracy in Tanzania: The case of Mwanza Region*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies.
- Fouéré M.-A. (ed.), 2015, *Remembering Julius Nyerere in Tanzania: History, Memory, Legacy*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota.
- Fouéré M.-A., 2021, « Mémoires du socialisme Ujamaa en Tanzanie : Sur les traces de la villagisation dans la région de Rufiji », in F. Blum et al. (éd.), *Socialismes en Afrique / African Socialism*, Paris, Les Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- Freyhold M. (von), 1979, *Ujamaa Villages in Tanzania. Analysis of a Social Experiment*, London, Heinemann.
- Geiger S., 1996, « Tanganyikan Nationalism as 'Women's Work': Life Histories, Collective Biography and Changing Historiography », *The Journal of African History*, n° 37(3), pp. 465-478.
- Gentil D., Dufumier M., 1984, « Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques », *AMIRA*, n° 44, pp. 7-80.
- Gez Y.N., 2021, « The Afterlives of International Development Interventions: A Site-Specific Ethnographic Approach », *The Journal of Development Studies*, n° 57(9), pp. 1511-1526.
- Havnevik K.J., 1993, *Tanzania: The Limits to Development from Above*, Uppsala, Dar es Salaam, Nordiska Afrikainstitutet, Mkuki na Nyota.

- Hunter E., 2014, « A History of *Maendeleo*: The Concept of 'Development' in Tanganyika's Late Colonial Public Sphere », in J.M. Hodge, G. Hödl, M. Kopf (eds.), *Developing Africa: Concepts and Practices in Twentieth-Century Colonialism*, Manchester, Manchester University Press, pp. 87-107.
- Hyden G., 1975, « Ujamaa, Villagisation and Rural Development in Tanzania 1 », *Development Policy Review*, n° 8(1), pp. 53-72.
- Hyden G., 1980, *Beyond Ujamaa in Tanzania: Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, Berkeley, University of California Press.
- Ika L.A., Hodgson D., 2014, « Learning from international development projects: Blending critical project studies and critical development studies », *International Journal of Project Management*, n° 32(7), pp. 1182-1196.
- Iliffe J., 1971, *Agricultural Change in Modern Tanganyika - An Outline History*, Nairobi, East African Publishing House.
- Jacob A., 1972, « Foreign Aid in Agriculture: Introducing Israel's Land Settlement Scheme to Tanzania », *African Affairs*, n° 71(283), pp. 186-194.
- Kamat V., 2008, « This is Not Our Culture! Discourses of Nostalgia and Narratives of Health Concerns in Post-socialist Tanzania », *Africa*, n° 78(3), pp. 359-383.
- Kjekshus H., 1976, *Ecology Control and Economic Development in East African History*, London, Heinemann.
- Kjekshus H., 1977, « The Tanzanian Villagization Policy: Implementational Lessons and Ecological Dimensions », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, n° 11(2), pp. 269-282.
- Koch D.-J., Schulpen L., 2018, « Introduction to the Special Issue 'Unintended Effects of International Cooperation' », *Evaluation and Program Planning*, n° 68, pp. 202-209.
- Lachenal G., Mbodj-Pouye A., 2014, « Politique de la nostalgie. Reste du développement et traces de la modernité en Afrique », *Politique africaine*, n° 135, pp. 5-21.
- Lal P., 2010, « Militants, Mothers, and the National Family: Ujamaa, Gender, and Rural Development in Postcolonial Tanzania », *Journal of African History*, n° 51, pp. 1-20.
- Lal P., 2015, *African Socialism in Postcolonial Tanzania. Between the Village and the World*, New York, Cambridge University Press.
- Li T.M., 2005, « Beyond 'the State' and Failed Schemes », *American Anthropologist*, n° 107(3), pp. 383-394.
- Ludden D., 1992, « India's Development Regime », in N.B. Dirks (ed.), *Colonialism and Culture*, Ann Arbor, University of Michigan Press, pp. 247-287.
- Maddox G.H., Giblin J.I., 2005, *In Search of a Nation. Histories of Authority & Dissidence in Tanzania*, Oxford, Dar es Salaam, Athens OH, James Currey, Kapsel Educational Publications, Ohio University Press.
- Martin D.-C., 1988, *Tanzanie, l'invention d'une culture politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques - Karthala.

- McHenry D. Jr., 1979, *Tanzania's Ujamaa Villages: The Implementation of a Rural Development Strategy*, Berkeley, University of California.
- McKay R., 2012, « Afterlives: Humanitarian Histories and Critical Subjects in Mozambique », *Cultural Anthropology*, n° 27(2), pp. 286-309.
- Monson J., 2009, *Africa's Freedom Railway: How a Chinese Development Project Changed Lives and Livelihoods in Tanzania*, Bloomington, Indiana University Press.
- Moore J.E., 1979, « The Villagization Process and Rural Development in the Mwanza Region of Tanzania », *Geografiska Annaler. Series B. Human Geography*, n° 61(2), pp. 65-80.
- Nyerere J.K., 1966, *Freedom and Unity*, Dar es Salaam, Oxford University Press.
- Nyerere J.K., 1968, *Freedom and Socialism*, Dar es Salaam, Oxford University Press.
- Nyerere J.K., 1973, *Freedom and Development: A Selection of Writings and Speeches 1968-1973*, Dar es Salaam, Oxford University Press.
- Oded A., 2018, *Africa and Israel: A Unique Case in Israeli Foreign Relations*, Vallentine Mitchell.
- Olivier de Sardan J.-P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Marseille, Paris, APAD-Karthala.
- Paul J.-L., Hamerlynck O., Duvail S., Kindinda K.H., 2015, « De la nasse au filet. Stratégies halieutiques et modernisation dans le Rufiji (Tanzanie) », *Techniques & Culture*, n° 63(1), pp. 234-257.
- Rudnyckij D., Schwittay A., 2014, « Afterlives of Development », *PoLAR*, n° 37(1), pp. 3-9.
- Schler L., Gez Y.N., 2018, « Development Shadows: The Afterlife of Collapsed Development Projects in the Zambian Copperbelt », *Africa Spectrum*, n° 53(3), pp. 3-31.
- Schneider L., 2007, « High on Modernity? Explaining the Failing of Tanzanian Villagization », *African Studies*, n° 66, pp. 9-38.
- Schneider L., 2014, *Government of Development: Peasants and Politicians in Postcolonial Tanzania*, Bloomington, Indiana University Press.
- Simensen J., 2010, « The Norwegian-Tanzanian Aid Relationship. A Historical Perspective », in K. Havnevik, A.C. Isinika (eds.), *Tanzania in Transition: From Nyerere to Mkapa*, Dar es Salaam, Mkuki na Nyota, pp. 57-70.
- Stoler A.L. (ed.), 2013, *Imperial Debris: On Ruins and Ruination*, Durham, Duke University Press.
- White S.C., 1996, « Depoliticising Development: The Uses and Abuses of Participation », *Development in Practice*, n° 6(1), pp. 6-15.
- Yacobi H., 2016, *Israel and Africa: A Genealogy of Moral Geography*, Abingdon, Oxon, New York, Routledge.